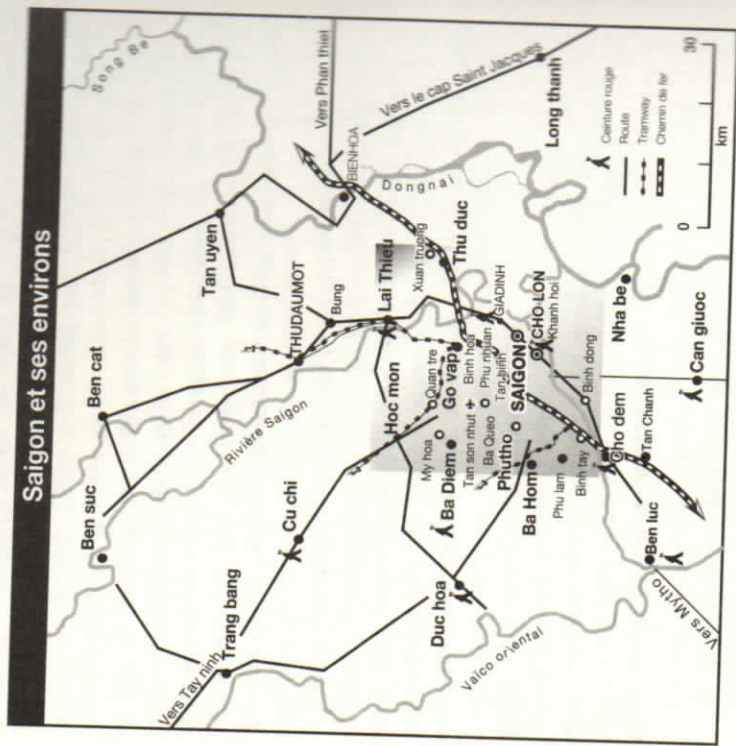


CINQUIÈME PARTIE  
 CE QU'ON APPELA  
 LA RÉVOLUTION D'AOUT 1945





*Les chefs du parti haranguent leurs troupes du balcon  
du Théâtre municipal de Hanoi.*

## XXI

### LE VIET MINH AU POUVOIR

EN AOÛT 1945, 230 000 Japonais sont atomisés en quatre jours, à Hiroshima le 6 et à Nagasaki le 9. Le 16, l'agence Domei publie à Hanoi le rescrit impérial : Hirohito ordonne à ses sujets de cesser le combat.

En juillet déjà, les « trois grands », Truman, Churchill et Staline, réunis à Potsdam, avaient décidé que l'Indochine serait occupée par les troupes de Tchang Kaï-chek au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, par celles de Mountbatten au sud, en vue d'y recevoir la reddition de l'armée japonaise et d'y « restaurer la loi et l'ordre ». De Gaulle n'avait, quant à lui, pas eu voix au chapitre.

Les troupes chinoises pénétreront au Tonkin le 28 août et n'arriveront à Hanoi que le 9 septembre ; le bataillon de Gurkhas du général anglais Gracey n'arrivera à Saigon qu'à partir du 12. Les Japonais furent tenus de maintenir l'ordre dans l'entre-temps.

### Hô Chi Minh prend le pouvoir à Hanoi et à Huê avant l'arrivée des Chinois

Comme si l'impérialisme japonais en déroute voulait donner du fil à retordre aux vainqueurs, son état-major ne se manifestera guère face à l'escalade éclair dans le soulèvement armé à laquelle se livrera le *Viet minh*.

A la nouvelle de la défaite nipponne, Hô Chi Minh réunit ses partisans en conférence nationale à Tan trao (Thai nguyen). Ils forment un Comité de libération nationale et lancent le mot d'ordre d'insurrection générale en vue d'établir la « République démocratique du Viêt-nam » annoncée déjà en mai 1941 par Hô Chi Minh. Les guérilleros de l'« armée de libération » se rapprochent de Hanoi.

Les occupants japonais laissent faire. Le 16, ils libèrent un certain nombre de prisonniers politiques et transmettent les services du gouvernement général au délégué impérial viet Phan ke Toai, selon l'accord arraché in extremis par Tran trong Kim à Tsuchihashi.

Le 17, 20 000 manifestants se rassemblent devant le théâtre municipal de Hanoi. Au balcon, des leaders *Viet minh* haranguent la foule, arrachent le drapeau impérial et hissent le leur (rouge frappé d'une étoile jaune). Des drapeaux semblables apparaissent dans toute la ville.

Le 18, l'« armée de libération » entre dans Hanoi et le délégué impérial s'efface devant le Comité *Viet minh*.

Le 19, les tanks japonais sillonnent les rues mais n'interviennent nulle part. Le *Viet minh* occupe donc sans coup férir la plupart des bâtiments administratifs et les Japonais lui cèdent les armes de la Garde indochinoise. Ils ne lui refusent que l'accès à la Banque de l'Indochine. Le voilà maître des services de Hanoi en place de Phan ke Toai.

Le 21, dans les villages du Tonkin, les comités *Viet minh* s'emparent des maisons communes et, à Hanoi même, les intellectuels, réunis à la Cité universitaire sous l'étiquette de « représentants de toutes les couches de la population », télégraphient à Bao Dai, lui suggérant d'abdiquer.

Le 22, Bao Dai prie le *Viet minh* de former le nouveau gouvernement. Hanoi exige son abdication préalable et semble le défier

en faisant fusiller, près de Huê, son ancien premier ministre, Pham Quynh. Le 25, l'empereur remet les sceaux impériaux aux délégués du *Viet minh* et signe son acte d'abdication.

Quelques jours après, Hô Chi Minh nomme « Conseiller suprême » le ci-devant Bao Dai devenu le citoyen Vinh Thuy.

Dans le même temps, l'envoyé du gouvernement de Gaulle, Sainteny, atterrit à Hanoi avec le chef de l'OSS, le major Patti. Hô Chi Minh, arrivé secrètement à Hanoi le 21, rencontre Patti et charge Vo nguyen Giap des contacts avec Sainteny. Le 27, il forme un gouvernement provisoire et c'est comme ministre que Giap déclare à Sainteny que le *Viet minh* est maintenant le maître du pays.

Le 2 septembre à Hanoi, Hô Chi Minh proclame la République dite démocratique du Viêt-nam (RDVN) et l'indépendance :

« Tous les hommes naissent égaux. Le créateur nous a donné des droits inviolables : le droit de vivre, le droit d'être libre et le droit de réaliser notre bonheur ». Cette parole immortelle est tirée de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique en 1776. [...] La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française de 1791 proclame également : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Ce sont là des vérités indéniables. Et pourtant, pendant plus de 80 ans, les colonialistes français, abusant du drapeau de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, ont violé notre terre et opprimé nos compatriotes. [...] Nous, membres du gouvernement provisoire, [...] déclarons nous libérer complètement de tous rapports avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Viêt-nam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire. [...] Tout le peuple vietnamien, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des impérialistes français. [...]

### La « République démocratique » et les initiatives ouvrières et paysannes

Au même moment, encore hors de l'emprise totalitaire du *Viet minh*, les 30 000 mineurs de Hon gay - Cam pha (Charbonnages du Tonkin où se trouve la concentration la plus nombreuse et la plus exploitée du prolétariat tonkinois) élisent des Conseils pour gérer la production minière. Ils prennent le contrôle des services

publics du district, des chemins de fer, du télégraphe et appliquent le principe du salaire égal pour tous à tous les échelons du travail manuel et intellectuel. L'ordre nouveau règne sans policiers pendant l'existence de cette Commune ouvrière, de fin août à novembre 1945, dans l'indifférence apparente des Japonais. L'ancienne direction française écartée, les mineurs maintiennent ainsi l'activité économique de la région, s'attaquent à l'analphabétisme et essaient d'élaborer une certaine sécurité sociale.

Le mouvement reste isolé et les troupes du gouvernement provisoire viennent encercler le district ; Nguyen Binh, qui les commande, fait valoir devant les mineurs la nécessité de l'union nationale et promet de garder un certain statu quo. Il n'en sera rien ; dès qu'il le peut, il fait arrêter les élus ouvriers Lan, Hien, Le et un certain S. ; il remplace les Conseils par une nouvelle hiérarchie, et bientôt règne sur le district, après trois mois d'efforts et de créativité, l'ordre militaro-policière de la « République démocratique<sup>170</sup> ».

Les initiatives paysannes ne sont pas moins intéressantes.

Dans de nombreux centres de provinces et villages, notamment dans le Nord-Annam (Nghe an, Thanhhoa) et au Tonkin (Bacninh, Thaibinh), les Comités du Peuple [...] ordonnèrent le partage des terres, la confiscation des biens des riches<sup>171</sup>.

Hô Chi Minh réagira et matraqua les paysans qui, sous la pression d'une famine non encore maîtrisée et se rappelant le mot d'ordre du PCI en 1930 « la terre à ceux qui la travaillent », refusent l'union nationale avec les propriétaires fonciers et poussent les Comités du peuple à leur remettre la terre : ils sauraient, eux, lui faire produire davantage et la récolte ne serait pas détournée vers la spéculation.

Une circulaire de novembre aux Comités provinciaux rappelle que « les rizières, les terrains de cultures ne seront pas partagés » et l'ordonnance n° 63 sur l'« organisation des pouvoirs populaires » proclame le rétablissement d'une hiérarchie pyramidale conforme à celles du *Thanh nien* d'autrefois, du PCI et du *Viet minh* : le Comité exécutif de chaque pays sera responsable de l'exécution des ordres du gouvernement et chaque organe de la pyramide contrôlera les organes immédiatement inférieurs<sup>172</sup>. C'est cela que les staliniens appellent un « gouvernement démocratique ».

### Le Sud « en révolution » avant l'arrivée des forces anglo-indiennes

Dès le 16 août, les Japonais vaincus commencent à se décharger de l'administration directe. Minoda nomme Tran van An, du *Phuc quoc*, « président du Conseil de Cochinchine » et Kha van Can à la tête de Jeunesse et Sports, où il remplace Iida. Un nouveau et spectaculaire « rassemblement du serment » est convoqué pour le dimanche 19 dans le parc de la ville.

C'est ce même 19 août que, conformément aux accords Tsuchihashi - Tran trong Kim, Minoda remet ses pouvoirs au professeur Ho van Nga.

Ho van Nga, nationaliste passionné, avait été en 1930 parmi les étudiants expulsés de France pour avoir manifesté contre les « 56 condamnations à mort de Yenbay ». Fondateur avec le D<sup>r</sup> Pham ngoc Thach – après l'anéantissement subit du pouvoir des Français le 9 mars – du Parti national pour l'indépendance, il vient de constituer le 14 un « Front national uni » (FNU, *Mat tran quoc gia thong nhut*). Ce front groupe, avec le PNI, six autres formations nationalistes, la JAG, la Fédération des fonctionnaires, les sectes *Cao dai* (*Phuc quoc*) et *Hoa Hao*, le Groupe des intellectuels et les Bouddhistes anachorètes (*Tinh do cu si*).

Un nouveau quotidien lancé par Tran van An le 1<sup>er</sup> août, le *Hung Viet*, publiera les communiqués tant du Front que des groupes qui le composent. Le 16, celui des fonctionnaires :

La Fédération a organisé conjointement avec la JAG des sections d'autodéfense dans chaque bureau [...]. Tous les fonctionnaires s'engagent à obéir aux décisions du Conseil d'administration.

Le 17, le *Manifeste* du Front national uni avec la signature des ses sept composantes. Le groupe La Lutte n'en est pas, contrairement aux affirmations staliniennes et sa signature n'y figure donc pas. Le 18, cette résolution des postiers :

Le personnel a voté sa propre mobilisation contre le retour des colonialistes français ; les ordres donnés par les chefs – même éventuellement celui de grève générale – doivent être suivis par tous sans hésitation ; ceux qui les enfreignent seront punis sévèrement par les groupes d'auto-défense. Le pouvoir dictatorial des chefs (*sic*) prendra fin lorsque les Viets auront vaincu ;

Le 20, cet appel :

La Fédération des fonctionnaires du Nam bo demande instamment à tous les fonctionnaires de province d'adhérer à la JAG pour affronter ensemble et mieux les événements.

Le pouvoir *Viet minh* pourra s'installer grâce à l'apport décisif des forces puissamment encadrées et obéissantes de la JAG (en août, d'après le Dr Thach, 200 000 affiliés dans la région Saigon-Cholon dont 120 000 dans les entreprises).

Le 20, le FNU convoque pour le 21 à une démonstration contre le retour redouté des colonialistes français.

Dans les premières heures de son pouvoir tout neuf, le délégué impérial Ho van Nga, à côté de mesures administratives comme la nomination de Kha van Can, cadre de la JAG, au poste de préfet de Saigon-Cholon, a aboli l'impôt personnel et décrété la libération des prisonniers politiques de la Maison centrale (53 pourront défiler le 21 août), ainsi que des camps et du bagne de Poulo Condor. Il aura le concours de la marine japonaise (qui depuis le 9 mars assurait le ravitaillement de ce bagne) pour en ramener une centaine, toutes tendances confondues ; ils débarqueront à Saigon au Mât des signaux le 25 août lorsque le pouvoir sera déjà aux mains des staliniens.

#### Le 21 août, manifestation du Front national uni à Saigon

Pour la première fois depuis 1926, de véritables masses humaines empliront dès le matin le boulevard Norodom, du Jardin botanique au palais du Gouverneur, puis défileront en ordre à travers les artères centrales jusqu'au quartier populaire de Cau ong Lanh. Les membres du PNI, de la JAG, de la secte *Cao dai* marchent sous le nouveau drapeau impérial de Huê ; les *Hoa hao* sous leur bannière pourpre foncé ; tous sous des banderoles clamant : « Indépendance du Viêt-nam ! A bas l'impérialisme français ! »

Les trotskistes défilent sous le signe de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'éclair de la Révolution embrasant la planète et manifestent avec le FNU sans y appartenir, contrairement aux insinuations staliniennes.

Les deux tendances, la Lutte et la Ligue, ne se sont pas mélangées, mais elles ont des mots d'ordre communs : « Armement du peuple ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! ». Mais la Ligue semble plus radicale avec ses banderoles : « La terre aux paysans ! Nationalisation des usines sous le contrôle ouvrier ! Comités du peuple ! Vive la Révolution mondiale ! »

C'est le soir même du 21 que le *Viet minh* fait son entrée en scène en Cochinchine. Des voitures munies de haut-parleurs parcourent les rues de Saigon, on les entend hurler : « Tous derrière le *Viet minh* ! » (*Ung ho Viet minh*). Une organisation quasi inconnue sort ainsi de l'ombre et se présente dans un tract comme la plus susceptible de toutes d'obtenir la libération du Viêt-nam :

Le *Viet minh* a été étroitement aux côtés des Alliés pour combattre les Français et les Japonais. Nous sommes les amis de la Russie, la Chine est avec nous comme dents et lèvres, l'Amérique rêve de commerce, non de conquête ; en Angleterre, le ministère Attlee est au pouvoir et penche vers la gauche. Il nous sera facile de négocier<sup>173</sup>.

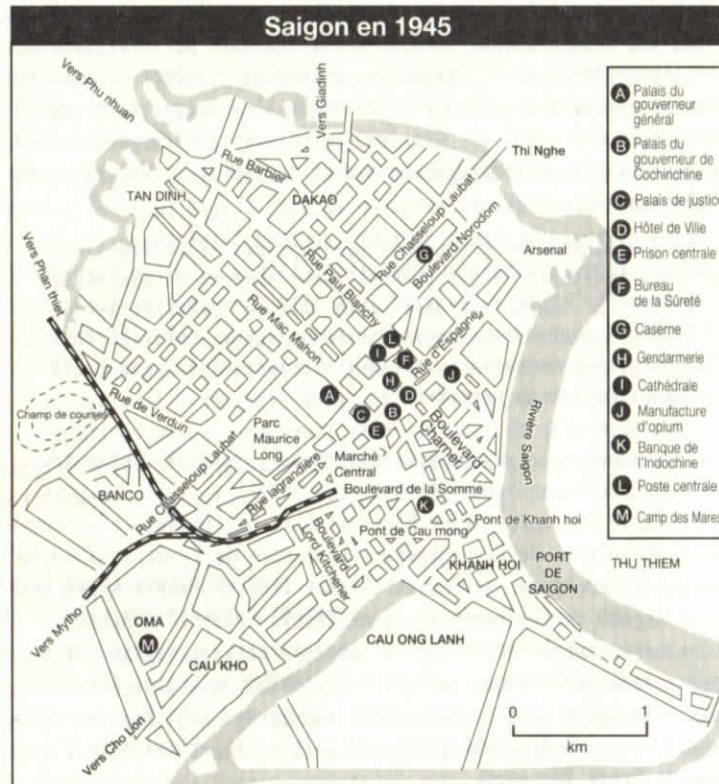
C'est dans cette perspective optimiste – pure fanfaronnade – qu'il appelle à une manifestation pour le 28.

Le 22, le nouveau préfet Kha van Can fait renverser les symboles de bronze de la conquête, les statues de l'évêque d'Adran devant la cathédrale, de Francis Garnier face au théâtre municipal et de Rigault de Genouilly contemplant la rivière de Saigon.

Le même jour le FNU réunit les représentants de ses sept composantes, mais le D<sup>r</sup> Pham ngoc Thach, leader de la JAG, fait défection. Quelques heures plus tard, banderoles, affiches et tracts annoncent qu'à dater du soir du 22 août, la JAG abandonne le FNU pour le Front *Viet minh*.

Ainsi amputé de sa force la plus disciplinée et la plus présente dans la population, le FNU s'engage le 23 août sur la même pente ; au nom de l'efficacité, son leader Ho van Nga, délégué impérial qui ne tient son autorité que d'un gouvernement démissionnaire, engage des pourparlers avec le *Viet minh* au 14, boulevard Charner, siège de la JAG. Il est prêt à se retirer si quelqu'un de plus capable veut assumer la responsabilité à sa place.

Le *Hung Viet* du lendemain publie ce communiqué :



Après les pourparlers entre le FNU et les représentants du Front *Viet minh*, il y a eu accord de coopération pour les trois objectifs suivants : indépendance totale du Viêt-nam ; formation d'une République démocratique ; pouvoir au *Viet minh*.

Le FNU adhère en bloc au Viet minh et participera à la manifestation du samedi 25.

Le *Viet minh* ainsi renforcé a avancé sa manifestation de trois jours.

Cette détermination de Ho van Nga est conforme au télégramme n° 1855GT de Bao Dai adressé le 22 août aux délégués impériaux du Nord et du Sud, les invitant à se mettre en rapport avec les responsables du *Viet minh* auquel il a demandé de former un nouveau gouvernement.

A l'intérieur du PCI, on discutait depuis le 17 de la prise éventuelle du pouvoir. Nguyen van Tao, Nguyen van Nguyen, Bui cong Trung hésitaient : une telle décision ne se solderait-elle pas par un bain de sang comme cela avait été le cas en 1940 ? Le D' Pham ngoc Thach et Ngo tan Nhon (membre du *Phuc quoc* rallié au *Viet minh*) se chargèrent de sonder les intentions de l'état-major nippon ; le maréchal Terauchi, commandant des forces du Sud-Est asiatique, leur promit qu'il n'interviendrait pas.

Pour plus de sûreté, le *Viet minh* tâta le terrain à Tan an. Dans la nuit du 22 au 23 août, après avoir consulté la garnison nipponne locale, il se fit remettre les bureaux de l'Inspection provinciale par l'administrateur annamite nommé par les Japonais après le 9 mars. Tout se passa sans effusion de sang.

Assuré de ne pas rencontrer d'empêchement du côté de l'armée japonaise, le *Viet minh* décida de s'ériger en pouvoir de fait au Nam bo.

Dans la soirée du 24, les sections d'autodéfense de la JAG et des fonctionnaires sommairement armées renouvelaient l'expérience de Tan an. Elles prenaient possession au nom du *Viet minh* de leurs propres services dirigés depuis le 9 mars par des Annamites, le palais du gouverneur de Cochinchine, le Trésor, la Poste centrale, les commissariats de police, la Sûreté, la caserne des pompiers, la centrale électrique de Cho quan, l'usine des eaux, etc. Les groupes armés se gardèrent bien de « prendre d'assaut » le palais du gouverneur général, la Banque d'Indochine, la Pyrotechnie, le port, l'aérodrome, l'Arsenal, tenus par les Japonais.

### 25 août, pouvoir autoproclamé du *Viet minh*

Lorsque dans la nuit commencent à affluer les paysans des environs de Saigon-Cholon pour la manifestation du 25, la grande mise en scène, œuvre de l'architecte Huynh tan Phat (neveu de Huynh van Phuong), est déjà bien avancée : une colonne quadrangulaire drapée d'étamine rouge est dressée, immense, devant l'hôtel de ville de Saigon, à l'angle bien éclairé des boulevards Charner et Bonard. En gros caractères s'y alignent les noms des membres du gouvernement de fait, « Comité exécutif provisoire du Nam Bo » (CEPN, *Uy ban hanh chanh lam thoi Nam bo*) :

Présidence et affaires militaires : Tran van Giau ;  
Affaires étrangères : Pham ngoc Thach ;  
Intérieur : Nguyen van Tao ;  
Travail : Hoang don Van ;  
Inspection politique de l'Ouest : Nguyen van Tay ;  
Sécurité d'État (*Quoc gia tu ve cuoc*) : Duong bach Mai ;  
Économie : Ngo tan Nhon ;  
Propagande et Jeunesse : Huynh van Tieng ;  
Finances : Nguyen phi Oanh.

Les six postes clés sont aux mains des staliniens ; les nationalistes du FNU – qui vient de céder le pas au *Viet minh* – en sont quasiment évincés.

Ainsi, en une semaine, entre le 18 et le 25 août, Hô Chi Minh et ses partisans se sont rendus maîtres des trois Ky ; la capitulation du Japon a précipité leur ascension en semant le désarroi chez les nationalistes qui avaient misé sur ce dernier. Bourgeois et propriétaires fonciers sont plutôt rassurés : la propriété privée demeure intouchable. Ouvriers et paysans qui voudraient briser leurs chaînes ne sont pas encore avertis qu'ils seraient écrasés par le nouveau pouvoir.

Il faut dire ici qui était Tran van Giau, le chef de ce gouvernement autoproclamé de Cochinchine. Né en 1911 à Tan an, ancien élève de Ta thu Thau, il est au lycée de Toulouse en 1928-1929, puis s'inscrit à l'Université. Il adhère au PCF. Expulsé de France après Yenbay, on le retrouve à Moscou, à l'École Staline ; il en sort en 1932 avec une thèse sur *La question agraire et paysanne en Indochine* (en français), fait un stage dans l'armée Rouge (ce qu'il a confié en 1936 à l'auteur, détenu comme lui à la

Maison centrale de Saigon) et revient au pays avec mission de reconstruire le PCI. Le 19 avril 1935, après le congrès de Macao, il est arrêté à Saigon et ses déclarations au juge d'instruction Tran van Ty permettront à la Sûreté de mettre la main sur 167 militants et sympathisants, dont 113 seront relaxés<sup>174</sup>.

Condamné le 24 juin à 5 ans de prison, il est déporté à Poulo Condor le 29 juillet 1935.

Ho huu Tuong raconte dans sa revue *Hoa Dong* que, ses camarades du bagne lui ayant reproché d'avoir trop parlé, Giau se justifia en ces termes :

Si la Sûreté m'avait torturé à mort, le parti aurait perdu un leader ; mes déclarations m'ont évité d'être torturé ; quelques années de prison distribuées aux camarades ont été le prix de ma vie<sup>175</sup>.

Ramené à Saigon sous le Front populaire en 1936, il termine sa peine à la Maison centrale, en sort en avril 1940 et refuse d'intégrer le PC du Nam bo dont le comité directeur prépare une insurrection. Réincarcéré bientôt au camp de Ta lai (Bienhoa) en pleine forêt, à 120 km de Saigon, sur la rive gauche du Dong nai, il dit s'être évadé en 1941. Il refait surface en 1944 lorsque le commissaire de la Sûreté Duchêne, « chef du SR Norodom », du réseau de la résistance gaulliste secrète en zone sud, prend contact avec lui.

Selon le témoignage du policier, relate P. Isoart, [Tran van Giau] acceptait de diffuser des journaux et des brochures « dans lesquels il exposerait les raisons pour lesquelles les Indochinois devaient désormais faire confiance à la France démocratique ». Il constituerait également des groupes de partisans « qui devaient être utilisés pour des missions annexes de résistance (SR, approvisionnement, sabotage, aide aux parachutistes, neutralisation de groupes pro-japonais<sup>176</sup>) ».

Giau n'a jamais rendu publiques ses relations secrètes avec Duchêne ni le rôle qui lui aurait été assigné. Le commissaire interviewé par Bernard Tasteyre pour la préparation d'une thèse sur *La révolution d'août en Cochinchine* (année 1977-1978) lui déclara avoir fourni à Giau quelques revolvers et un duplicateur ; ce détail ne figure pas dans la thèse, mais fut confié au D<sup>r</sup> Ho ta Khanh que Tasteyre consulta pour la même thèse.

En 1945, Giau qui animait le Comité de pays du PCI rallia au *Viet minh* le D<sup>r</sup> Thach, leader de la JAG, qui devint son auxiliaire sur le chemin du pouvoir.

#### La manifestation-plébiscite du *Viet minh* le 25 août 1945

En organisant la manifestation du 25 août, le parti stalinien avait en vue la démonstration d'un consensus général sur la légitimité du pouvoir *Viet minh* autoproclamé. Il n'ignorait pas que les rassemblements spectaculaires des foules les galvanisent et les mettent en condition. Giau centrerait sa harangue sur l'aspiration générale, profonde et simple du moment, l'indépendance du pays.

Aux premières heures du matin, tout le Saigon autochtone, les habitants des paillotes périphériques, le petit peuple des banlieues proches, Giadinh, Go vap, Thi Nghe, Khanh hoi, convergent vers le centre déjà envahi par les paysans arrivés la nuit des agglomérations frondeuses de Ba Diem, Hoc mon, Duc hoa et Cho dem, mobilisés qu'ils furent par les militants staliniens. Ils affluent boulevard Norodom où, derrière la cathédrale – nouvelle mise en scène –, une estrade a été montée. Du jamais vu, une fourmilière humaine sous une mer de drapeaux *Viet minh* à fond rouge frappés de l'étoile jaune. Aucune police n'intervient et la chape de plomb de la peur se dissipe. Si chacun défile avec un espoir différent, tous veulent vivre la fin du régime colonial et sont prêts à se jeter dans un combat aux lendemains incertains.

Du haut de l'estrade, Tran van Giau, pistolet à la ceinture, déverse sur la foule un discours nationaliste qui est presque un écho du *Manifeste* du FNU : appel à l'union de tous pour la patrie, pour l'amélioration de l'existence, pour l'indépendance et la démocratie, au sein d'une république, alors que Ho van Nga envisageait tout cela au sein de l'Empire. « Aujourd'hui, ajoute Giau, le peuple nous a plébiscités ; il doit donc nous aider contre les agitateurs provocateurs ». Qui vise-t-il sinon les trotskistes dont le programme social est révolutionnaire ?

Giau et son acolyte Duong bach Mai ont embauché comme policiers et gardes du corps les pirates Binh xuyen – du nom d'un hameau retiré de Cholon, repaire fameux de hors-la-loi évadés – et dont le chef de bande Le van Vien, alias Bay Vien, leur aurait offert un stock d'armes volées aux Japonais.



Manifestation à Saigon le 21 août 1945



Est-ce admissible ? Connaissaient-ils la mise en garde de Friedrich Engels dans *La Guerre des paysans en Allemagne* :

Quand les ouvriers français, à chaque révolution, écrivaient sur les maisons : « Mort aux voleurs ! » et, de fait, en fusillaient beaucoup, ce n'était pas enthousiasme pour la propriété, mais exacte constatation qu'il faut avant tout se débarrasser de cette bande-là. Tout dirigeant de travailleurs qui emploie ces canailles comme gardes du corps ou s'appuie sur elles se montre par cela traître au mouvement.

Bay Vien entrera en conflit avec le *Viet minh* et le traquera aux côtés du corps expéditionnaire français ; il sera nommé général par Bao Dai en 1952 et promu chevalier de la Légion d'honneur en 1953 par le gouvernement français.

A midi, du balcon de l'Hôtel de Ville, le D' Thach proclame les noms des membres du gouvernement de facto affichés la veille. Tonnerre continu d'applaudissements.

La Ligue, avec ses mots d'ordre radicaux « La terre aux paysans. Les usines aux ouvriers ! », déclenche l'enthousiasme parmi le petit peuple et, tandis que les staliniens clament « Tout le pouvoir au *Viet minh* ! », les ligueurs ripostent « Tout le pouvoir aux Comités du peuple ! » et chantent *L'Internationale*, en dissonance avec *En route (Len dang)* de la JAG qui grise les jeunes de l'« héroïsme millénaire des Viets ».

Le groupe La Lutte est plus retenu. Nous n'avons pas retrouvé les numéros du *Tranh dau* d'août-septembre 1945, mais nous pouvons résumer sa position en disant que ce groupe, qui ne veut pas s'exclure d'un front de combat anti-impérialiste, tente d'être accepté par le PCI pour une action militaire commune tout en gardant son indépendance politique et sa perspective de « révolution permanente ». L'absence, pendant les longues années de guerre, de toute révolution prolétarienne dans le monde, le pousse à borner ses mots d'ordre immédiats à l'indépendance nationale et à la réforme agraire ; il prend ses distances à l'égard de la Ligue et déclare qu'il n'a aucun rapport avec cette dernière. La Lutte met sur pied une milice ouvrière d'autodéfense et refuse le concours, pour une lutte armée commune, des caodaïstes (qui lui offrent 900 fusils et 4 canons de 45 mm reçus des Japonais) et des *Hoa hao*, nouvellement organisés en *Dang dan xa* (Parti démocrate-social) :



Défilé des Jeunesses d'Avant-garde avec des banderoles :  
« Vive la commission des Alliés »

Nos camarades ont oublié toute méfiance à l'égard des staliniens, rapporte le jeune « luttteur » Phuoc dans *Mes premiers pas vers la révolution permanente*. C'est pourquoi ils ralentirent leur travail de formation de soviets dans la ville, de transformation des usines en bastions, de préparation pour une guerre civile<sup>177</sup>.

Presque spontanément des Comités du peuple s'étaient organisés nombreux dans la région Saigon-Cholon. Déjà le 17, les ouvriers du quartier de Phu nhuan avaient élu le leur qui s'était autoproclamé « seul pouvoir légal du quartier ». Le quartier de Ban co avaient suivi le lendemain. Ainsi poussaient un peu partout des embryons de pouvoir de tendances non encore bien différenciées ; le dynamisme populaire paraissait irrésistible. La Ligue tenta de coordonner les comités, elle ouvrit dans le quartier de Tan dinh, 9, rue Duclos, un local gardé par des ouvriers armés ; les délégués élus s'y rassemblaient et s'essayèrent à une déclaration commune. Elle fut diffusée le 26 août. Ils affirmaient vouloir conserver leur indépendance à l'égard des partis politiques ; la nécessité d'un front uni contre l'impérialisme ne devait en rien entraver la liberté d'action des masses populaires, d'où leur condamnation de toute atteinte à l'autonomie des décisions ouvrières et paysannes, ressort du changement social.

#### Les paysans de l'Ouest et le pouvoir *Viet minh*

En province, les nationalistes, auxquels les Nippons avaient octroyé une mince parcelle de pouvoir après le 9 mars, jouent le même scénario qu'à Saigon. Au nom de l'indépendance à conquérir, ils abdiquent devant un *Viet minh* qui proclame être du bon côté pour l'obtenir, le côté russo-sino-anglo-américain ; ils remettent archives et registres, sceaux et caisses aux Comités *Viet minh* issus de la JAG et qui animent des démonstrations massives de paysans ; ils ordonnent aux miliciens et aux agents de la Sûreté de remettre leurs armes au nouveau pouvoir.

Du 25 au 28 août, Duong bach Mai réorganise l'appareil de répression sur le modèle de la Guépéou et sous l'étiquette Sécurité d'État (*Quoc gia tu ve cuoc*).

À la satisfaction des paysans, les Comités *Viet minh* font fusiller un certain nombre de notables cruels, de policiers tortionnaires et d'accapareurs ; ils obligent les propriétaires fonciers à baisser les taux de fermage, mais ils font respecter le régime de la propriété.

Dans les provinces de Mytho, Travinh, Sadec, Longxuyen ou Chaudoc, les paysans sans terre, se rappelant les mots d'ordre PCI de 1930-1931, ont cru à la fin de leur servage ; ils n'ont pas attendu le pouvoir *Viet minh* pour s'attaquer aux propriétaires particulièrement abusifs et à leurs biens. L'histoire officielle relate :

À Travinh, les paysans ont commencé à distribuer les terres, le bétail, les instruments agricoles. Pour se réconcilier avec les propriétaires fonciers, le *Viet minh* a arrêté cette opération et forcé les paysans à restituer ce qu'ils s'étaient approprié. Ce qui rend le *Viet minh* impopulaire parmi les paysans pauvres<sup>178</sup>.

Dans la province de Mytho, les paysans avaient eu recours au géomètre Thu, partisan de La Lutte, pour qu'il les aide à partager raisonnablement les terres saisies ; Thu sera arrêté par le *Viet minh*.

Le commissaire à l'Intérieur Nguyen van Tao intervint en préférant des menaces contre les trotskistes qui se mettaient du côté des paysans sans terre et des journaliers. Lors d'une tournée en province, il s'écria :

Seront impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières. La révolution communiste, qui résoudra le problème agraire, n'a pas encore eu lieu. Notre gouvernement est un gouvernement démocratique et bourgeois bien que les communistes soient au pouvoir<sup>179</sup>.

Tao voulait oublier que le partage des terres et rizières entre les paysans démunis était, selon la théorie du PCI en 1930, une tâche de la révolution bourgeoise-démocratique à accomplir avant de passer à la révolution socialiste. Il était en fait revenu au temps du *Thanh nien*, « révolution nationale » (union nationale pour l'indépendance) avant toute réforme agraire.

#### Tractations stalino-gaullistes et mise en cause du pouvoir *Viet minh* autoproclamé

Rappelons que, deux semaines après le coup de force japonais de mars, de Gaulle, qui ne concevait pas que la France pût se dessaisir de l'Indochine, offrait à celle-ci le statut de « Fédération indo-chinoise dans le cadre de l'Union française ». C'est ce qu'on avait appelé la *Déclaration du 24 mars 1945*. Cinq mois plus tard, un ancien administrateur des colonies, le colonel Cédile, largué par

la RAF dans la région de Tayninh, arrivait à Saigon comme représentant de la « France nouvelle » avec la même proposition, « chef-d'œuvre de pusillanimité, de vague prudence, de nébulosité » selon J.-M. Hertrich. Le mot indépendance n'y figurait même pas et de Gaulle parlait encore alors de « nos possessions ».

Le 27 août, il avait une entrevue avec Tran van Giau, Nguyen van Tao et le D<sup>r</sup> Pham ngoc Thach, c'est-à-dire avec le *Viet minh* du Sud. Ce début de tractations secrètes fut condamné par les autres formations nationalistes. Il échoua d'ailleurs, la base de discussion proposée ne pouvait être acceptée.

Pour le moment, Tran van Giau et son équipe ont d'autres chats à fouetter. Installés au palais du Gouverneur de Cochinchine, ils préparent obséquieusement la réception d'une « Mission des alliés » (il s'agit de la Commission de contrôle alliée). Leur communiqué du 29 août recommande à la population de « collaborer avec le gouvernement pour recevoir avec solennité (*het suc long trong*) la « Mission des alliés » (*sic*) ; « que chaque bâtiment, public ou privé, pavoise aux couleurs anglaises, américaines, russes et chinoises, drapeau rouge du Viêt-nam au centre. »

Le 30 août, Tran van Giau dresse à la mairie de Saigon le bilan de ses cinq jours de pouvoir. Présents : la presse et les représentants des diverses tendances politiques. Le journaliste Nguyen ky Nam relate l'altercation orageuse qui opposa Giau et le trotskiste Tran van Thach. A la question « Qui a élu le Comité exécutif provisoire du Nam bo ? » posée par Thach, réplique inappropriée et menaçante de Giau :

Nous assumons provisoirement le gouvernement dans cette étape ; dans la suite, nous vous le transmettrons. Quant à ma réponse politique (il porta la main sur son revolver), je vous rencontrerai dans un autre endroit<sup>176</sup>.

#### Démonstration de force *Viet minh* du 2 septembre

Au neuvième jour de son pouvoir, le Comité exécutif provisoire du Nam bo (CEPN) organise une manifestation pour écouter Hô Chi Minh proclamer à Hanoi l'indépendance du Viêt-nam du nord au sud. Elle doit être en même temps une démonstration de force pour Giau qui, faute de pouvoir contrôler chacun des divers groupes armés, a appelé le 28 août à s'unir dans une « armée populaire » (*dan quan*).

Le rassemblement commence vers 9 h du matin boulevard Norodom rebaptisé boulevard de la République. L'estrade-tribune utilisée le 25 est occupée par les dignitaires du gouvernement devant lesquels défilèrent après le discours radiodiffusé de Hô Chi Minh, outre une foule de manifestants disciplinés, les quatre divisions (appellation ronflante des quatre groupes armés) de ladite armée populaire, chacune avec son commandement propre. Seule la première, force *Viet minh* formée de l'ancienne garde mobile indigène, est bien armée et bien entraînée ; les unités paramilitaires *Cao dai* constituent la deuxième ; la troisième dirigée par Nguyen hoa Hiep, ancien de l'École militaire de Whampoa et partisan du VNQDD, rassemble les supplétifs (*nghia dong quan : Giytutai*) recrutés par l'armée japonaise en juillet et démobilisés ; la quatrième est faite des groupes d'autodéfense des *Hoa hao* armés à la diable.

La radio est en panne et c'est Giau qui, à 14 heures, harangue la foule ; il n'appelle pas seulement à la joie de l'indépendance, il menace :

Un certain nombre de traîtres à la patrie sont en train de grossir leurs rangs pour servir l'ennemi [...], il faut punir les bandes qui, créant des troubles dans la République démocratique du Viêt-nam, donnent à l'ennemi l'occasion de nous envahir [*sic*].

Ces menaces visent certes les trotskistes mais aussi tous ceux – Hoa hao, Cao dai, VNQDD – qui ne sont pas entièrement soumis.

Vient l'heure du défilé. Au-dessus de la mouvante multitude, le drapeau national se mêle à ceux des Alliés, et des banderoles en anglais, en russe, en chinois, en français et en annamite clament : « A bas le colonialisme français ! Plutôt la mort que l'esclavage ! *Welcome to our Allies ! Indépendance totale du Viêt-nam !* » ; une inscription insolite « Comité d'assassinat d'assaut » (*Ban am sat xung phong*) est arborée par des hommes torse nu et tatoués : les sicaires de Duong bach Mai sont là ; le gros de leur bande, les pirates Binh xuyen établis près du pont en « Y », contrôle le sud de Saigon, l'arroyo chinois, le canal de dérivation et presque toute l'agglomération de Cholon.

Vers 16 heures, alors que le flot humain avec chants et mots d'ordre contourne la cathédrale, des coups de feu claquent ; ils semblent venir de la maison des Missions. La foule panique, fuit

çà et là, mais des groupes armés foncent. Le père Tricoire, le bienveillant aumônier de la prison, est poignardé et achevé d'un coup de revolver sur le parvis de la cathédrale. Le groupe La Lutte est là, présence politique et morale avec son drapeau IV<sup>e</sup> Internationale, avec ses quelques milliers de militants et de sympathisants ; un vieux « luttteur », Le van Long, tenant au collet un Français, redescend les escaliers de la maison des Missions et le remet à la Sécurité d'État de Duong bach Mai. Il sera relâché le lendemain, de même que les autres Français suspects arrêtés.

Des coups de feu désordonnés partent maintenant d'un peu partout, boulevard Bonard, au Marché central, auxquels répondent non moins au hasard les *dan quan*. Le calme ne revient qu'avec la pluie torrentielle de la nuit tombante. Bilan : 5 Français tués et des dizaines de blessés. L'ostentation armée de Giau avec ses « divisions » n'a-t-elle pas été plus provocatrice à l'égard de colons français enhardis par l'arrivée prochaine des troupes anglaises que les appels désespérés des trotskistes à l'armement du peuple ?

#### Les illusions du *Viet minh* sur les « alliés britanniques » s'effondrent

Giau s'est pris au sérieux : le 3 septembre, il interdit le port des armes, piques, couteaux, fusils dans les rues, sauf à l'« armée populaire » et aux policiers *Viet minh*, mais chacun ne suit que son idée.

La Ligue manifeste au Marché central ; ses tracts appellent au renforcement des Comités du peuple, à l'armement du peuple, pour combattre sans distinction les impérialismes, qu'ils soient dits fascistes ou démocratiques. Ses responsables maintiennent leurs mots d'ordre : « La terre aux paysans, les entreprises aux ouvriers ! Indépendance totale de l'Indochine ! »

Le journal stalinien *Dan chung* les appelle *Viet gian* (traîtres à la patrie). Nguyen van Linh vient protester à ses bureaux contre cette invitation au meurtre.

Gracey, à la tête de la Commission de contrôle alliée, n'arrive à Saigon que le 6 septembre. Les banderoles d'accueil, préparées depuis le 29 août, sont déployées dans les rues, « *Welcome to our Allies* », mêlées à celles qui traduisent le sentiment général « *Independence or Death* ». Gracey dira plus tard négligemment dans un rapport : « *I was welcomed on arrival by Viet minh, I promptly kicked them out* (J'ai été bien accueilli par le *Viet Minh* et je l'ai vite chassé)<sup>180</sup> ».

Il reproche à l'état-major japonais d'avoir laissé se développer les troubles. Rappel à l'ordre suivi d'effet : le commandement nippon enjoint au gouvernement de facto de dissoudre l'« armée populaire », interdit toute activité politique subversive – interdiction pour le moins platonique –, toute manifestation sans autorisation préalable et tout port d'armes, couteaux et piques compris.

Dans un communiqué du 7, Giau déclare :

Un groupe de personnes irresponsables a appelé la population à manifester au marché de Saigon, réclamant l'« armement du peuple ». [...] A présent, agitateurs conscients ou inconscients [...] ils ont donné aux étrangers l'occasion de porter atteinte à notre souveraineté. [...]

Les libertés démocratiques que nous, Comité exécutif, avons promulguées [...], un groupe d'irresponsables en a abusé pour nuire à la nation, à la patrie<sup>182</sup>.

Le même 7 septembre, le groupe La Lutte apprend l'arrestation de Ta thu Thau au Quang ngai et affiche la nouvelle devant son local, à l'angle des rues Garros et Lagrandière. Grande émotion à Saigon. Il interpelle Giau à ce sujet.

#### Dissensions entre *Viet minh* du Nord et *Viet minh* du Sud

Quelques jours auparavant sont arrivés deux émissaires de Hô Chi Minh, Hoang quoc Viet (CC du PCI, l'homme qui a organisé la filature de Thau pendant tout son voyage au Nord) et Cao hong Lanh (délégué du Tong bo du *Viet minh*). Ils réprimandent Giau d'avoir agi tout à l'encontre de la ligne du parti : « Nous préconisons de combattre les Français et les Japonais ; vous, vous êtes appuyés sur des forces japonaises ». (« Je deviens un pro-japonais, on m'a condamné », s'indignera Giau en 1989 devant un groupe viet de Paris). Viet et Lanh lui ordonnent de « dissoudre » la jeunesse *Thanh nien tien phong* (JAG) et de la réorganiser en *Thanh nien cuu quoc* (Jeunesse de salut national) : toujours les petits aménagements pour sauver les apparences, toujours les louvoisements tactiques.

Le 8, ils lui imposent de même d'élargir le Comité exécutif provisoire du Nam bo (CEPN) en Comité populaire (CPN – *Uy ban nhan dan Nam bo*) en s'adjoignant des représentants de tous les groupes du Sud. Il s'agit d'avoir une façade démocratique.

L'avocat sans parti Pham van Bach sera son président. Une liste élargie de commissaires possibles comprenant Huynh phu So (*Hoa hao*), Phan van Hum et Tran van Thach (*La Lutte*), Ho van Nga et même un constitutionnaliste, Duong van Giao, est présentée (Phan van Hum apprendra le lendemain qu'il a été nommé suppléant et refusera de participer). Presque tous les anciens du CEPN entrent au CPN ; il n'y a que trois nouveaux, dont le Bonze fou.

Giau s'oppose à cette dernière nomination, le Bonze fou vient de l'accuser auprès de Hoang quoc Viet : « J'ai des documents qui témoignent clairement l'entente de Tran van Giau avec les Français<sup>181</sup>. » Il fait perquisitionner au siège *Hoa hao* de Saigon, rue Miche. Huynh phu So échappe à l'arrestation.

La tension entre *Viet minh* et *Hoa hao* tourne au conflit armé à Cantho où les adeptes du Bonze fou veulent leur part d'initiative et de responsabilité : ils sont écrasés par le *Viet minh*. Sont fusillés Nguyen xuan Thiep alias Viet Chau, poète, en qui le *Viet minh* voit un trotskiste, Huynh phu Mau, frère du Bonze fou, et Tran ngoc Hoanh, fils du chef *Hoa hao* local. Déjà le 27 août, à Chaudoc, le *Viet minh* avait arrêté quelque 300 adeptes *Hoa hao* (un exécuté) et le 30, les chefs des sections provinciales.

Le 9, après le remaniement apparent du pouvoir, Giau répond à l'interpellation du groupe La Lutte par un communiqué dans la presse :

L'arrestation de Ta thu Thau dans le Quang ngai ne concerne pas le Comité exécutif. Le Comité populaire peut et a le droit de juger Ta thu Thau.

Thau est probablement déjà assassiné.

Le 10, le général Gracey invite le Comité populaire du Nam bo à quitter le palais du Gouverneur et s'y installe avec son état-major. Le CPN déménage pour l'Hôtel de Ville ; il forme un comité chargé des relations avec les Alliés. Y sont nommées, parmi d'autres, quatre personnalités que le *Viet minh* assassinera un mois plus tard : Tran van Thach, Phan van Chanh, Huynh van Phuong et M<sup>me</sup> Ho vinh Ky.

Des troupes anglo-indiennes et une compagnie du 5<sup>e</sup> RIC français arrivent par petits détachements aéroportés. Le 12, Gracey fait occuper par les Gurkhas les commissariats de police les plus importants ; puis ce sera le tour de la Banque d'Indochine et du Trésor, du champ d'aviation, des usines d'eau et d'électricité,

tandis que les Japonais abandonnent aux Français l'administration du port, de l'Arsenal et de la Pyrotechnie.

A Saigon, les hommes armés du *Viet minh* gardent toujours l'Hôtel de Ville et les commissariats voisins.

La Ligue et ses Comités du peuple, distribuent un manifeste contre la position politique stalinienne d'union nationale aux dépens des perspectives d'émancipation ouvrière et paysanne. Le 14, Duong bach Mai fait encercler leur local, arrêter leurs délégués et saisir leurs maigres armes ainsi qu'un matériel d'imprimerie rudimentaire et une machine à écrire. Lu sanh Hanh l'accusera de vouloir procéder à l'« extermination physique de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire ». Seul, le hasard les sauvera des « tribunaux populaires » ou des exécutions sommaires du *Viet minh* : les Anglais prendront le contrôle de la prison et les remettront à la Sûreté française.

Le 16, tandis qu'accostent à Poulo Condor un bateau à vapeur et vingt-cinq jonques de mer qui ramèneront les condamnés politiques (parmi eux Ton duc Thang, du crime de la rue Barbier, Pham van Thien dit Hung, arraché à la mort en 1933, Le Duan, Nguyen van Linh du PCI), le Comité populaire du Nam bo s'indigne dans une conférence de presse de ce que son autorité soit bafouée : les mesures qu'il a édictées le 1<sup>er</sup> septembre sont ignorées, les magasins, ateliers et usines tenus par les Français sont volontairement fermés ou à demi paralysés ; l'indemnité due aux ouvriers licenciés après le 25 août n'est pas payée par les patrons. Le Comité menace de nationalisation les entreprises françaises rétives. Aucun résultat.

Le lendemain, le CPN appelle les Viets à la grève générale : ceux qui travailleront seront considérés comme traîtres. Et voilà Saigon paralysée ! Au grand dam des colons, il n'y a plus ni boys, ni cuisiniers, ni serveurs dans les hôtels, ni pousse-pousse dans les rues ; les docks sont déserts, les transports stoppés, les magasins et les boutiques fermés faute de main-d'œuvre autochtone.

#### Gracey prépare la reconquête française

Le même 17 septembre, une centaine de soldats français sortent de l'Arsenal avec des camions chargés d'armes et de munitions.

Le 19, Cédile lui aussi tient une conférence de presse : « Le *Viet minh* ne représente pas l'opinion populaire, il est incapable de maintenir l'ordre et d'éviter les pillages. Il faut d'abord que l'ordre